

Jean-Pierre BLANCPAIN

Professeur
au Lycée Français
de Santiago du Chili

**ÉCONOMIE
ET SOCIÉTÉS
DES PAYS
ANDINS**

A — QUELQUES ASPECTS GÉNÉRAUX DU MILIEU ANDIN

Les contrastes physiques

Un exposé, même sommaire, des problèmes qui se posent à l'économie des pays andins — Equateur, Pérou, Bolivie — nécessite une présentation du milieu et de la société de cette partie de l'Amérique latine. Il est d'usage, au Pérou comme en Equateur, de distinguer trois zones géographiques très nettes aussi bien quant à l'ordonnement général du relief qu'aux ressources et aux genres de vie dans chacune de ces régions.

D'Ouest en Est, trois zones de relief se différencient nettement : tout d'abord, le long du Pacifique, la « Costa », au climat tropical humide en Equateur ; au Pérou, c'est un désert absolu mais très étroit — il ne dépasse pas quelques kilomètres de large — coupé tous les vingt ou trente kilomètres d'oasis luxuriantes dues aux rivières qui descendent des Andes vers le Pacifique.

Ce désert, qui va du Chili central jusqu'au Nord du Pérou, s'explique par la présence, le long de la côte, du courant froid de Humboldt qui empêche l'évaporation et la condensation. Le ciel de Lima, lumineux en été, est ainsi chargé durant six mois d'hiver d'impénétrables stratus d'où ne tombe qu'une persistante et insignifiante « Garua ». La deuxième région, épine dorsale des pays andins, est constituée par la Cordillère Andine elle-même, très humide en Colombie, avec forêt dense et cultures tropicales jusqu'à 1 500 mètres. Au-delà de 3 000 mètres d'altitude s'étendent des prairies de graminées : les « Paramos ».

Au Pérou et en Bolivie, au contraire, ce sont les Andes sèches, qui ne reçoivent des pluies qu'entre décembre et mai et qui ensèrent une vaste steppe buissonneuse, la « Puna », où dominent les zones endoréiques, tels les lacs Poopo ou Titicaca ; véritables « chotts » des Hautes Andes, les « Salares » occupent aussi de vastes régions du plateau bolivien vouées à l'aréisme le plus absolu. A l'Est enfin, la « Selva » amazonienne est reliée aux Andes par une zone de transition : les « Cabeceras de Montana » (1) ou « Selva » d'altitude, qui va de 1.500 mètres à 500 mètres et qui, dans le passé, fut longtemps disputée pour ses richesses pétrolières entre le Pérou, l'Équateur et la Bolivie.

L'homme et la montagne

Si les contrastes physiques sont particulièrement saisissants, les contrastes humains ne le sont pas moins : notons d'emblée que, dans ce milieu montagnard, si la vie se concentre de préférence dans les grandes vallées longitudinales (les « callejones » du Marañon, du Huallaga et de l'Ucayali), les plateaux intérieurs ou « Altiplano » n'en sont pas moins peuplés, où l'Indien s'accroche aux « Andenes » presque abrupts.

Ainsi les 3/4 des Boliviens et la moitié des Péruviens vivent-ils à plus de 2.000 mètres d'altitude bien que, au moins pour le Pérou, cette proportion de montagnards ait tendance à diminuer par suite de l'exode rural massif vers les villes du désert côtier. L'Amérique andine est ainsi la zone de peuplement dense la plus haute du monde : 6 millions et demi de Péruviens sur un total de 12 millions, et la quasi-totalité de 5 millions et demi de Boliviens, sont des « serranos ».

Le « cholo » et sa terre

L'essentiel de ce peuplement est formé d'Indiens ; ils sont de race Aymara, surtout autour du lac Titicaca et en Bolivie, de race Quetchua dans la majeure partie du Pérou. Bien que les deux types se distinguent déjà par la taille, l'aspect extérieur et la langue, ils ont en commun le corps râblé, la cage thoracique développée et le pouls très lent, adapté à l'altitude. Ils ignorent en général le terrible « soroche » ou mal des montagnes qui frappe le côtier ou l'étranger de façon souvent brutale. Pour la plupart, ils appartiennent au groupe sanguin O. Adapté à la grandeur sinistre des Andes, leur caractère est renfermé, silencieux, taciturne et farouche, surtout chez l'Aymara.

L'Indien mâche la coca, qui apaise la faim et stimule l'activité physique, mais dont les effets sont assez nocifs sur les facultés intellectuelles, surtout lorsqu'on mélange la coca avec de la poudre de chaux

(1) Les Péruviens appellent « montana » la forêt vierge d'altitude entre les Andes et la Selva amazonienne.

qui fixe la cocaïne et en fait ainsi un stupéfiant. Il boit volontiers une boisson faite de maïs fermenté : la « chicha », lorsqu'il n'absorbe pas un quelconque alcool frelaté, pousse-au-crime de fabrication locale.

Il pratique des cultures typiques, la plupart originaires du pays même : le maïs ou « choclo », le tabac, la tomate, la pomme de terre, petite et noire, consommée sous forme de « chuno » et de « tunta » et conservée par le gel. Il ne faut pas oublier la patate douce qui, dans tout le Pérou, entre dans la composition de nombreux plats comme le célèbre « ceviche » de la côte, fait avec du poisson cru macéré dans une sauce de citron et de piment indien, garni de patates douces et de gros oignons violets.

Les Indiens constituent le fond de la population andine : 63 % des Boliviens, plus de 50 % des Péruviens ; il est d'ailleurs impossible de donner des chiffres exacts et les statistiques des démographes étrangers sont toujours en contradiction les unes avec les autres, pour la bonne raison que la plupart des pays latino-américains ne produisent jamais de statistiques raciales dans leurs recensements.

Il est donc, au Pérou comme au Mexique, à peu près impossible de distinguer l'Indien du Métis ; le seul critère de différenciation est celui de la richesse, encore est-il bien incertain ! Au Chili, par exemple, l'accession à une certaine aisance confère le titre envié de « Blanc ». Le terme très usité en milieu andin de « Cholo » est souvent synonyme de « Indio », mais il désigne aussi bien le Métis chauffeur de taxi à Guayaquil que le « serrano » sans travail venu de sa montagne dans les « barriadas » liméniennes.

Les Grandes Familles

Les Blancs, généralement détenteurs de la richesse, sont au total peu nombreux. Leur nombre est très faible en Bolivie ; au Pérou la plupart habitent les quartiers riches des grandes villes : Miraflores, San Isidro ou San Antonio à Lima. La richesse de ces « créoles » des quartiers aristocratiques est ainsi juxtaposée à la misère indienne des « barriadas » du Porvenir ou du Callao et du Rimac, qui ne sont pas sans rappeler par leur dénuement les bidonvilles de Maison-Carrée ou de Constantine. Même opposition sans nuance à Caracas et à Santiago-Chili.

Ces Blancs sont issus pour certains de vieilles familles d'ascendance espagnole dont la richesse est souvent foncière, faite d'haciendas aux revenus parfois insuffisants de nos jours. Certaines familles, même, sont souvent endettées en dépit d'un maintien extérieur qui n'abuse que le nouvel arrivant. D'autres, au contraire, se sont unies aux immigrants européens de fraîche date qui possèdent le plus clair des richesses nationales : ils constituent la célèbre « oligarchie » ou « Sociedad », l'effarant monde clos et doré des « gagas », des clubs et des « réunions sociales ».

En Colombie et au Pérou, cet état social demeure encore : dans ce dernier pays les BELTRAN, Garcia MIRO et Miro QUESADA, WIESE, HOHAGEN et autres PRADO ont fait les beaux jours de « l'Aproradismo », jusqu'à l'élection du libéral Belaunde TERRY, qu'ils tentent d'attirer dans leur camp après l'avoir combattu avec acharnement.

En Bolivie, le règne des PATINO, ARAMAYO et HOTHSCCHILD appartient désormais au passé, mais la Bolivie n'en est pas pour autant un pays calme et prospère.

Des Métis et des Mulâtres

Les Métis, eux, constituent le petit peuple revendicateur et agité des villes : c'est une classe sociale instable, agissante et anarchisante, qui combat d'instinct ce monde féodal et corrompu, sans qu'elle-même représente pour autant cette « propreté » inlassablement réclamée. L'Université San Marcos de Lima — la plus vieille du continent — en proie aux désordres permanents, illustre bien cet état de choses.

Les Noirs et Mulâtres — appelés « Morenos » ou « Zambos » — sont assez nombreux en région côtière ou dans les grandes vallées tropicales des Andes humides : en Colombie et en Equateur, par conséquent, où ils furent amenés sur les plantations pour relayer les Indiens défaillants. Absents du toit du monde bolivien, on ne les rencontre au Pérou que dans la partie nord de la côte, dans la région de Tumbes, et dans quelques faubourgs de Lima.

Négligeable du point de vue économique, leur rôle est néanmoins — à notre sens — considérable sur le plan spirituel : leur tempérament mystique et leur sens profond du divin expliquent peut-être la piété vive, mêlée bien sûr de superstition indienne, qu'ils ont inculquée aux masses liméniennes. La célèbre fête du « Seigneur des Miracles » en est un exemple convaincant (1). Notons aussi que le Saint-Patron du Lima populaire, San Martin de Porras, était un frère de race noire, chose curieuse en pays indien.

Présence de l'Asie

Des Asiatiques enfin — « Chinos », ou « Chinocholos » s'ils sont métissés — furent introduits au XIX^e siècle pour l'exploitation de certaines richesses minières du moment : la principale, à l'époque, était

(1) Cette fête n'a que 25 ans d'âge. Il s'agit d'une longue procession de plusieurs jours à travers la capitale péruvienne. Une foule indienne et créole, lugubre, vêtue de violet, y suit, au milieu des fumées d'encens et de relents d'« anticuchos », la châsse du Seigneur des Miracles portée par des noirs athlétiques du Port du Callao ; ceci en souvenir du jour miraculeux de 1940 où un tremblement de terre d'une exceptionnelle intensité détruisit tout un quartier du port et son église, épargnant le pan de mur et la niche où se trouvait la statue du Seigneur du Callao.

le guano insulaire. Aujourd'hui, le guano a bien perdu de sa valeur, l'exploitation est peu rentable et les Chinois du Pérou, comme partout ailleurs dans le monde, sont organisés en associations unies et puissantes, se consacrant au commerce de détail et à ses dérivés.

C'est ainsi que la plupart des « bodegas » de Lima, peintes en vert et sises au coin des « cuadras », appartiennent à l'association chinoise qui les donne en location à ses membres. Les Chinois sont aussi volontiers hôteliers et surtout restaurateurs (les célèbres « Chifas » des quartiers riches (1).

Il y a aussi des Japonais, introducteurs, comme au Brésil, de la riziculture : ils sont très souvent épiciers et, encore plus, fleuristes et décorateurs.

Le contact des civilisations

L'Amérique andine, carrefour de civilisations, est partagée entre trois influences. L'influence indienne d'abord, les pays andins étant avant tout des pays indiens. En évoquant et en glorifiant le souvenir des anciennes civilisations incaïque et pré-incaïques — Chavin, Chimu, Chancay, — le Pérou d'aujourd'hui tente de dégager les fondements de son unité et de son esprit national ; le souvenir des Incas est sans cesse rappelé et exalté dans un but au fond étroitement nationaliste.

Il n'est pas jusqu'aux écoles privées, réservées par le coût de leurs droits d'écolage aux seuls enfants blancs de la « Sociedad », qui n'enseignent à ceux-ci, en toute innocence et sans la moindre vergogne, « Nos ancêtres les Incas ». Il s'agit d'abord, pour les dirigeants du pays, de susciter une conscience nationale : mais c'est encore un leurre, semble-t-il, malgré les apparences et vu la grande misère physiologique, intellectuelle et morale de l'Indien (2).

D'autre part, une exaltation collective et nationaliste est volontiers entretenue par les classes possédantes, comme moyen d'endormir la conscience sociale et de chômeur la justice. Souvent elle se double d'un autre sentiment, encouragé lui aussi, car on le tient pour un réflexe défensif salutaire contre les entreprises castro-communistes : l'américanisme, qui n'est ici qu'une forme élargie du nationalisme.

Toutes ces aspirations servent donc de dérivatif à la misère ambiante, et l'extraordinaire orgueil national — le célèbre « Machismo »

- (1) On sait même que pour émigrer au Pérou — chose difficile aujourd'hui — certains Chinois usent d'artifices particulièrement subtils, tel celui-ci, rapporté par la « Prensa » en 1962 : Lors d'un décès dans la communauté, on garde le silence le plus complet sur l'événement et un nouvel arrivant reçoit discrètement les papiers d'identité du défunt. On ignore si la police péruvienne finit par découvrir le subterfuge en s'interrogeant sur cette troublante longévité des Chinois.
- (2) cf. Les romans indianistes bien connus, tels que : « Raza de Bronce » ou « El Mundo es ancho y ajeno » qui racontent la profonde détresse et la sublime grandeur de l'Indien.

qui sensibilise l'homme sud-américain — est venu fort à propos pour empêcher chez l'Indien une prise de conscience d'un dénuement toujours grandissant. Aujourd'hui cependant, au Pérou après la Bolivie et l'Équateur, un réveil de l'Indianisme authentique est nettement perceptible et l'Indien, de plus en plus, se refuse à n'être qu'un thème à discours, une bête à folklore, un descendant prolétaire de la plus vieille civilisation du monde (1).

L'influence espagnole, elle, est évidente : d'abord, autant que le caractère indien sombre et farouche, elle est à l'origine du « Machismo », de cet incroyable orgueil sud-américain. La langue castillane s'est diffusée dans les Andes avec le colonisateur, bien qu'un tiers au moins des Péruviens et Boliviens ne parlent que quetchua ou aymara.

Enfin, imposée par la force du glaive de l'Espagnol conquérant, la religion, sous sa forme la plus superstitieuse comme la plus hypocrite aussi, fait partie intégrante de l'esprit andin. Elle ne fut prêchée et diffusée que par des Espagnols qui n'eurent jamais confiance dans un apostolat indien parmi les Indiens : elle conserve donc toute sa vigueur espagnole malgré les apports indiens ; suivant l'adage célèbre en Amérique : « Ici, c'est l'Espagnol qui a fait connaître le Christ, et c'est l'Indien qui porte la Croix ».

Troisième influence : celle de l'Amérique du Nord anglo-saxonne. Le « gringo » ou Nord-Américain, détesté dans toute l'Amérique latine, à cause de l'emprise économique des États-Unis sur le continent et d'une différence essentielle de civilisation, exerce néanmoins une très profonde influence dans la vie sociale des grandes villes. Les hautes classes, bien que très espagnoles de tempérament, mènent un véritable « american way of life », qui se diffuse peu à peu dans une classe moyenne urbaine qui est en formation : les clubs, les réunions sociales (« shower-party », « cumpleaños » et autres thés de « regalos » ou de « conservas »), l'éducation tenant lieu d'instruction, les distractions d'ilotes (cinéma, voitures, inculture quasi généralisée, tours du monde), tout cela vient des États-Unis et s'impose peu à peu à une certaine Amérique (2).

(1) On a retrouvé tout récemment dans le Haut-Pérou, près du Cuzco, des flûtes indiennes (« queñas »), vieilles de plus de 9 000 ans !

(2) La lecture de la presse quotidienne de Bogota ou de Lima, les deux capitales où la « Sociedad » brille encore de tous ses feux, est très significative à cet égard. Des pages entières du « Comercio » ou de la « Prensa » sont, dans ce coin du Tiers-Monde de la faim, régulièrement consacrées à ces réunions mondaines des « Damas de Sociedad », à ces « murmures de Sociétés » ou aux « fiestas juveniles » qui en sont le couronnement.

C'est un délicieux bal des pompiers, où ce sont toujours les mêmes qui sont invités à danser. On y lit l'habituelle énumération des invités, seules changent l'hôtesse et l'héroïne du jour — la « agasajada » —, ainsi que le prétexte du « shower-party » : anniversaire, fête, voyage aux États-Unis ou en Europe, échange d'idées (sic). La photographie, qui accompagne toujours ce récit circonstancié, surmonte une suave légende de ce type : « La Senora X a ofrecido un cocktail de cincuenta personas en su residencia de Miraflores con motivo de haber cumplido anos », ou « con motivo de su próximo viaje a Europa ».

B. — STRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES DU PEROU

Instabilité et fluctuations de l'économie

Les pays sud-américains, et singulièrement les pays andins, sont passés, sans transition et en quelques dizaines d'années, de l'âge colonial féodal au grand capitalisme libéral de type américain. A cause de cette révolution brutale sur le plan économique, fluctuations économiques et instabilité politique sont étroitement liées. L'économie andine a pour première caractéristique l'alternance brutale de phases de prospérité et de périodes de quasi-faillites ; sa croissance dépend étroitement de l'étranger car, comme dans la plupart des pays dits sous-développés, l'économie repose en premier lieu sur les cultures de plantation et sur l'exploitation des mines, qui constituent le plus clair des exportations de ces pays.

Ainsi, 84 % des exportations en valeur sont constituées en Colombie par le café, dont ce pays est, dans le monde, le second producteur après le Brésil ; 95 % sont dues en Equateur au café et à la banane ; pour cette dernière denrée, l'Equateur reste encore le premier exportateur du monde. Le coton et le sucre constituaient, en 1963, près de 40 % des exportations péruviennes. Or, la fluctuation annuelle des prix revêt une très grande ampleur : près de 14 % en moyenne ; si l'on songe qu'une diminution de 14 % peut annuler les bénéfices, on mesure aisément la précarité de la balance commerciale.

D'autre part, la fluctuation du volume des exportations peut atteindre en pays andin jusqu'à 19 %, et celle des recettes d'exportation peut aller jusqu'à 37 % ! La croissance vers l'extérieur, impliquant l'augmentation des exportations vers les pays industrialisés, s'avère de la sorte très problématique. Or, il en est des richesses du sous-sol — et l'Amérique latine en est bien pourvue — comme des grands produits agricoles : on arrive ainsi, certaines années, à exporter beaucoup plus pour finalement gagner beaucoup moins. Cas classique des pays pauvres, qui est aussi celui des pays de l'Amérique andine et ce, de façon plus dramatique encore, en un sens, à cause des inégalités sociales plus frappantes ici que partout ailleurs dans le monde. Le revenu national dépend étroitement des exportations de matières premières, d'où l'instabilité des recettes en devises qui gêne le rythme de financement des programmes.

Richesses d'un Eldorado

Ce freinage de la croissance vers l'extérieur se comprend mieux encore lorsqu'on constate à quel point les exportations reposent avant tout sur l'exploitation irraisonnée de richesses successives et, en premier lieu, des richesses minières : d'une façon générale sous la pression des besoins européens, puis nord-américains, en matières premières essentielles, ce fut, après le guano péruvien, l'exploitation des

nitrate chiliens, du pétrole colombien et péruvien, des minerais du Haut-Pérou (plomb, zinc, cuivre, argent), de l'étain de Bolivie.

Aujourd'hui, depuis 4 ans exactement, une nouvelle source de richesses est apparue le long des côtes désertiques du Pérou : le poisson, grâce au courant de Humboldt. Depuis 1962, date de la montée en flèche de la pêche péruvienne, le premier secteur des exportations du Pérou est constitué par la farine de poisson tirée de « l'anchoeta », (sorte de gros anchois). Actuellement, le Pérou tient pour la pêche le premier rang dans le monde, ayant, depuis 1964, surpassé le total des prises japonaises, en ne pêchant d'ailleurs qu'en deçà des limites de ses eaux territoriales, lesquelles ont été récemment et pour la circonstance, passablement reculées. Notons que sur 100 kg de poisson pêchés, 1 kg à peine est réservé à la consommation nationale (en général sous forme de filets de « lenguado » ou de « corvina » pour le fameux « ceviche ») (1).

On remarque en passant le caractère mensonger d'une certaine presse du pays arguant de la nécessité pour un Etat en voie de développement de repousser la limite de ses eaux territoriales afin de s'en réserver les pêcheries, au détriment des Japonais. On invoque comme prétexte de cette action unilatérale le souci de remédier à la malnutrition des masses populaires indiennes. Or, ces mesures n'ont jusqu'ici abouti qu'à faire éclore la dernière couvée des grands capitalistes locaux, tel l'Italo-Péruvien Luis BIANCHERO, dont la fortune est bâtie sur les usines de farine de poisson, qui empuantissent toute la côte au nord de Lima.

L'archaïsme des structures

Il n'a jamais été question jusqu'ici de procéder réellement à une réforme des structures et d'envisager un plan d'industrialisation qui serait tourné ailleurs que vers l'agglomération liménienne. Le marché constitué par la Sierra est jugé inexistant, car sans pouvoir d'achat. Nous verrons toute l'ampleur de ce grave problème que pose la masse paysanne : le problème indien, à la fois économique, social et culturel.

Education paysanne, crédit agricole, absorption du chômage, industrialisation des campagnes : les structures agraires actuelles, que nous verrons plus loin, rendent encore illusoire tout progrès réel en ce sens. L'expérience bolivienne — réelle celle-ci — a en grande partie échoué, mais elle a eu le mérite de montrer les obstacles de toutes sortes à une réforme des structures économiques et mentales en milieu rural arriéré. Enfin, conséquence de cette économie cyclique et de ces exportations vouées, là plus que partout ailleurs, au « blocage par l'extérieur », l'instabilité monétaire est le lot des pays andins, et plus généralement latino-américains.

(1) Evaluation des prises et pourcentage de consommation d'après les statistiques nationales mentionnées dans « El comercio » de Lima.

Déséquilibre économique et instabilité financière

Cette instabilité est d'autant plus sensible que le pays cherche à se libérer de la tutelle économique des Etats-Unis et tend à développer une politique sociale par des réformes de structure, une fiscalité plus équitable, qui frapperait plus justement le secteur moderne et industrialisé au lieu du secteur traditionnel. Dans ces pays, où l'opposition des classes dirigeantes féodales semble en voie d'être vigoureusement combattue, les investissements étrangers sont freinés, les charges de l'Etat fortement accrues, et le coût de la vie monte inexorablement.

Entre l'emprise nord-américaine totale et le socialisme révolutionnaire, une voie moyenne semble difficile à dégager et à tenir. Les efforts, pourtant timides, du président péruvien actuel, Don Fernando BELAUNDE TERRY, sont significatifs de ce tour de force pour un pays aux structures encore coloniales.

Le tableau suivant montre les dévaluations successives du sol péruvien par rapport au dollar, dans un pays où, pourtant, l'emprise économique des Etats-Unis est presque entière.

1931 : 3,59	1949 : 18,19	1962 : 26,85
1941 : 6,50	1957 : 22,5	

Le coût de la vie a augmenté, entre 1955 et 1962, de 12 fois au Brésil, 8 fois en Argentine, 4 fois au Chili, 2 fois seulement au Pérou. Le budget de l'Etat péruvien est passé, en 7 ans, de 1951 à 1958, de 1.912 millions de Soles à 5.359 millions, non pas à cause de la dépréciation du Sol, assez faible pour un pays d'Amérique latine, mais surtout en raison du renchérissement du coût de la vie, des dépenses d'infrastructure et de l'accroissement des charges de l'Etat : traitements, fond national du « fomento », charges sociales, bien que la Sécurité sociale n'intéresse encore qu'une faible partie — environ 1/4, et ce quart est urbain — de ceux qui devraient en bénéficier.

Or, les recettes ne sont fournies que dans la proportion de 23 % seulement par les contributions directes, lesquelles sont, comme dans beaucoup de pays du même type, particulièrement mal réparties. Signalons l'injustice flagrante des impositions indirectes, mais plus encore les exemptions multiples, plus ou moins légales ou inavouées, dont jouissent beaucoup de revenus élevés. Ce sont en effet les impôts indirects et les revenus moyens qui fournissent le plus clair des recettes, les investissements étrangers très importants y concourant eux aussi, bien sûr.

Les investissements étrangers

Les investissements privés sont en pays andin de grande ampleur : il s'agit là, d'abord pour les Etats-Unis, de s'assurer l'approvisionnement en matières premières essentielles : la Cerro de Pasco est ainsi, au Pérou, le type de ces grandes firmes qui continuent à imposer aux

pays où elles sont implantées une structure de type colonial, dans le cadre plus général de toute une stratégie économique américaine. On aboutit ainsi à un pays où le commerce extérieur est en progression certaine, où les importations, bien que supérieures aux exportations, ne sont certes en biens d'équipement rentables par la suite, mais aussi où les investissements étrangers sont tels qu'ils font de ce pays « un Etat semi-colonial » (John GUNTHER).

Oui vraiment, nulle part plus que dans le Pérou de l'Apropradismo jusqu'à 1963, le capital étranger n'a exercé une telle pression pour maintenir, en dehors de quelques régions urbaines, privilégiées et voyantes, des structures économique-sociales datant de cet âge d'or du grand capitalisme qu'a été la fin du XIX^e siècle en Amérique latine.

Les fonds privés investis en Amérique andine sont considérables, surtout au Pérou : 75 % de ces investissements proviennent des Etats-Unis (au total quelque 1 milliard 700 millions de dollars US, tandis que, sortant du Pérou, 400 millions ont fui vers les Etats-Unis ou l'Europe). On distingue au Pérou deux zones industrielles assez différentes : d'une part, les exploitations minières de la Sierra, véritable enclave économique des Etats-Unis, d'où l'on draine vers la côte les minerais par des chemins de fer de pénétration de type colonial, dont la construction acrobatique représente un véritable exploit sur le plan technique (chemins de fer des Andes Centrales comme celui qui va de Lima à Cerro de Pasco ou à Huancavelica par la Oroya et qui monte à plus de 5.000 mètres en haut du col du Ticlio). Il existe aussi des mines françaises comme celle de Huaron, dans la province de Pasco et d'où l'on tire plomb, argent, cuivre et zinc depuis 1912.

Problèmes de l'industrialisation

Mais, d'autre part, on trouve une industrialisation plus diversifiée — à cause de facilités multiples accordées aux investissements — dans les grandes zones urbaines de la côte, surtout à Lima, où il existe une classe moyenne en formation donc consommatrice, un marché au pouvoir d'achat grandissant. Les investissements y sont importants et le gouvernement péruvien s'efforce, sans y parvenir encore, de les intégrer dans un programme interne de développement : il tente, comme nombre de pays latino-américains tel le Brésil, d'orienter ces investissements privés et de les arbitrer, en quelque sorte, en favorisant un relatif équilibre entre les énormes investissements nord-américains et ceux provenant de différents pays européens.

L'exemple des ambitions argentines et les déceptions qui s'en sont suivies dans ce pays pourtant le plus développé du continent sud-américain reste présent à toutes les mémoires. Pour le Pérou, si le pétrole pour sa plus grande part (malgré un début de nationalisation), les mines, le ciment restent aux mains des Nord-Américains, on trouve les Anglais dans les chemins de fer, les Allemands, les Italiens dans le coton, la canne, le café, la banque ; quant aux Français et aux

Suisses (Roche, Roussel, Ciba) ils se partagent les principales industries chimiques et pharmaceutiques. C'est enfin une aide française qui a construit, après celles de Paz el Rio en Colombie, les aciéries du bord de l'eau de Chimbote au nord de la côte péruvienne.

On voit donc que si l'industrialisation des pays andins semble déjà assez poussée, elle reste de type semi-colonial car elle n'est pas menée suivant la meilleure efficacité socio-économique, mais selon un critère encore financier : secteurs industriels et régions de développement dépendent encore étroitement des intérêts de ces investissements étrangers.

Une société du Tiers-Monde

Il convient donc de s'interroger devant cette industrialisation locale, mal orientée mais indéniable, devant cette prospérité d'apparence souvent tapageuse : quelle est la part qui en revient au peuple péruvien ? Ceci nous amène à décrire les aspects sociaux résultant d'une telle orientation économique. Notons d'abord la concentration de la richesse dans les grands centres de la côte, avant tout Lima : tout ce qui compte en fait d'infrastructure moderne, de prospérité dynamique est ainsi étroitement localisé dans la capitale.

C'est un cas classique des pays sous-développés où ces capitales deviennent des « top-heavy », par regroupement des activités économiques au lendemain de l'indépendance, ou par l'industrialisation prioritaire des plus grandes villes du pays. Sur le plan social, il s'ensuit un afflux des masses rurales en quête de travail qui accélère, autour de ces grands centres, la formation de ces fameuses « ceintures de misère », particulièrement en Amérique latine (« *barriadas* » du Pérou, mais aussi « *coyampas* » du Chili, « *ranchitos* » de Caracas, « *favellas* » de Rio ou de Belo Horizonte, « *villas Miserias* » de Buenos Ayres).

Cette concentration autour de Lima, pour ne parler que du seul Pérou, est particulièrement nette : tous les critères sont valables pour démontrer cette aspiration par un seul centre de toute la substance d'un pays, deux fois grand comme Madagascar. Plus des deux tiers des médecins péruviens habitent l'agglomération liménienne : on en compte un pour 1.000 habitants dans les quartiers résidentiels riches, et les spécialistes ayant étudié aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France sont loin d'y faire défaut. Les statistiques qui donnent un médecin pour 60.000 habitants au Pérou pèchent ainsi par excès : en réalité, la moyenne générale pour le pays n'a guère de sens, car si l'on considère le monde rural et indien en soi — et c'est ce qu'il faut voir — on arrive à un médecin pour plus de 100.000 « *serranos* » ; encore faut-il tenir compte des médecins militaires qui participent aujourd'hui, dans la Sierra comme dans la Selva, à toutes les formes de lutte contre la maladie ou les grandes endémies.

Violence et démagogie

Le divorce est donc profond entre les différentes catégories sociales et raciales : les hautes classes sociales sont pour ainsi dire juxtaposées à un monde indien et misérable, dont la condition a, selon les auteurs péruviens les plus sérieux, vraiment empiré depuis la fin de l'époque coloniale (1).

L'effroyable spectacle des installations nocturnes, silencieuses et massives, de « serranos » dans les « *barriadas* » du désert, aux portes des quartiers luxueux, semble entraîner le pays vers un destin inéluctablement révolutionnaire. Ailleurs, peut-être parce que la conscience de classe y est plus vive et l'éducation politique plus avancée, la révolution attend moins. Mais dans les Andes, toute révolte, avant d'éclater, est précédée d'une longue période d'attente, d'opposition sourde et silencieuse, avant que ne soit atteint le comble de la misère et le point au-delà duquel on ne peut plus survivre sans violence.

Cette violence, elle existe en permanence dans une classe de Métis comprenant les employés, les étudiants, le petit peuple profondément revendicateur et sensible à toutes les formes, même grossières, de la démagogie, qui est en Amérique latine une véritable institution. Mais c'est là une classe urbaine, perpétuellement insatisfaite, agitée et prompte à l'émeute, dont l'habitude est prise depuis les célèbres « massacres » apristes de Trujillo dans les années 30. La vraie Révolution, le véritable et profond changement, viendra peut-être de plus loin, de ces Indiens sans terre, qui n'ont jamais compté et qui quittent aujourd'hui leur « *ayllus* » ou les grands domaines pour venir s'entasser dans les « *barriadas* » du Rimac ou de Comas, au rythme de 40 à 50.000 par an (2). Lima gagne ainsi par cet exode rural, auquel s'ajoute le croit naturel, plus de 80.000 habitants chaque année, d'après les évaluations les plus dignes de foi.

L'armée et le sentiment national

C'est cette situation qui est en grande partie responsable de l'existence d'une armée qui est, comme dans la plupart des pays voisins, sans proportion avec les besoins apparents du pays (plus du quart des

- (1) « Il est juste de reconnaître que la propriété indigène a été mieux respectée sous la domination espagnole que maintenant. L'Indien possédait des surfaces beaucoup plus étendues il y a cent ans. Mais par décret de Bolivar, la propriété de l'Indien était modifiée sous la fiction juridique lui reconnaissant la capacité d'acheter et de vendre. Ainsi des milliers et des milliers de bonnes terres ont passé des mains de leurs propriétaires indigènes à celles des prétendus acheteurs ». Luis VALCARCEL : « *Ruta cultural del Peru* ».
- (2) La « *barriada* » de Comas est sans aucun doute la plus dantesque qui soit : Plus de 70 000 habitants, une prise d'eau pour 800 familles en moyenne, la promiscuité la plus complète au pied d'un « *cerro* » dénudé et au milieu d'une multitude de rats. Des Pères français et canadiens y sont seuls à apporter une charité réelle, insuffisante et tardive.

dépenses sont consacrées aux Forces Armées). A l'origine, les armées sud-américaines sont un héritage de l'Espagne, ou plutôt de l'Indépendance, c'est-à-dire de l'époque glorieuse des « Libertadores ».

Dans la tradition sud-américaine, les armées sont dépositaires du patriotisme, elles sont animées, au moins en théorie, d'un sentiment national qui fait défaut aux masses populaires ; c'est aux armées des « Libertadores » qu'on doit l'Indépendance et la Liberté, c'est par elles ensuite que les entreprises des « caudillos » des pays voisins ont été déjouées (par exemple celle de Santa Cruz, qui avait uni un moment le Pérou et la Bolivie). Le sentiment national est donc parti de là : il est une définition de la personnalité à travers toute la longue série de guerres de frontières entre Etats sud-américains (Chili-Pérou dans la guerre du Pacifique. Pérou-Equateur en 1942. Pérou-Colombie pour la possession de l'Orient, etc...).

Mais la nuance est faible entre « Libertador » et « Homme fort », le pas vite franchi entre la lutte pour les frontières et le « golpe militar » (1) pour renverser un dictateur qui a cessé de plaire. L'absence de classe moyenne, l'apathie des masses indiennes et la puissance des possédants, n'ont pas tardé, dès la fin du XIX^e siècle, à régir la conduite des « caudillos » chamarrés, Blancs ou Métis, que leurs petits soldats indiens ont toujours suivi jusqu'ici aveuglément.

Un des paradoxes les plus étonnants, dans ces pays qui en sont fertiles, c'est que les « caudillos » et leurs émules soient devenus très vite les fidèles exécutants des volontés de la classe oligarque, tout en se proclamant les défenseurs zélés de la légalité républicaine. Il se sont vite mis aux ordres d'une infime minorité de gens censés représenter à eux seuls l'opinion publique et la volonté du pays, tandis que le pays réel était — et est encore — privé de toute expression par un quelconque artifice (aujourd'hui, par exemple, les analphabètes ne votent pas au Pérou ; or, ils représentent 54 % des Péruviens, donc près de 70 % des adultes. Pour un pays de 12 millions d'habitants, on comptait moins de 1 million et demi de votants aux élections de juin 1962 et de juin 1963) (2).

« L'appel au soldat »

Pendant le prestige de l'armée est encore grand et, malgré ce rôle que lui ont fait jouer les oligarques, elle a toujours représenté l'ordre dans ces pays voués à la démagogie, à l'émeute et à l'anarchie ;

(1) Ce terme de « coup militaire » est beaucoup plus employé que son équivalent espagnol de « pronunciamiento ».

(2) On pourrait multiplier les citations : « Nous formons des armées qui ne pèsent rien dans la balance internationale mais qui sont des monstres destructeurs de la vie interne de nos Nations », déclare l'homme politique Colombien Eduardo GARBON. « Nous n'avons pas confiance dans les armées, mais nous avons des armées de confiance », dira Thomas VARGAS.

elle a toujours rassuré contre les menées des partis extrémistes contre lesquels elle prononce encore aujourd'hui des exclusives sans appel qui rendent ainsi illusoire le jeu électoral (1). On ne peut pas, en Amérique latine, gouverner sans le « feu vert » de l'armée, ce qui entraîne une restriction sérieuse des choix, et l'armée se réserve de prendre le pouvoir lorsqu'elle-même le juge nécessaire : la Constitution Péruvienne va même jusqu'à conférer un rôle d'arbitre aux chefs militaires, puisqu'elle stipule, dans son article 213, que l'armée a pour mission de « garantir le bon fonctionnement de la Constitution et le maintien de l'ordre public ».

C'est donc bien souvent en toute légalité qu'elle peut prendre le pouvoir en cas d'élections contestées, ce qui est très fréquent : les partis politiques défaits contestent régulièrement les chiffres mêmes des voix obtenues par leurs adversaires. (C'est le cas qui s'est produit aux élections du 10 juin 1962 : elles se sont soldées finalement par la prise de pouvoir d'une Junte militaire tricéphale, pour un an).

Les « jeunes colonels » et le « rôle social de l'officier »

Aujourd'hui, ce tableau classique du rôle de l'armée reste en gros exact pour la Bolivie où cependant, depuis la grande réforme du M.N.R., l'armée doit compter avec les milices paysannes. Mais au Pérou, une certaine évolution se fait jour chez les « jeunes colonels » du centre des Hautes Etudes Militaires (le C.A.E.M.). L'armée ne veut plus apparaître, devant les masses qui commencent à être sensibilisées aux problèmes sociaux et politiques, comme l'instrument de l'oppression, ce qu'elle était encore sous la dictature assez lamentable du général métis Don Manuel ODRÍA. Elle veut se rapprocher du peuple ; elle veut s'atteler à des tâches civiles, partout où l'Etat se révèle défaillant, et les secteurs de son activité sont nombreux dans les zones déshéritées du pays : travaux publics, santé, alphabétisation, etc...

Mais ce virage est peut-être inutile, car il arrive trop tard : les armées andines, en Equateur, en Bolivie et aujourd'hui au Pérou, ont à faire face au grand vent de révolte et de violence qui souffle sur les Andes, malgré des essais timides et tardifs de réforme agraire. Les traditionnelles occupations de terres par les paysans sont maintenant suivies de guerillas. Ce jeune « cholo », venu de sa Sierra, incorporé de force dans l'armée par un système voisin de la presse, combien de temps encore acceptera-t-il de faire la chasse aux « communistas », ses frères, en révolte sur les grands domaines ? Un avenir proche nous le dira : certainement aussi longtemps que, dans ce continent,

(1) Par exemple, l'exclusive prononcée par l'armée péruvienne contre le parti de l'A.P.R.A. (Alliance Populaire pour la Révolution Américaine), mouvement marxisant à l'origine, fondé en 1924 par Victor Paul HAYA de la TORRE, qui en est toujours le chef aujourd'hui, malgré une évolution vers des positions plus modérées.

la conception particulière et étroite de l'américanisme servira de rempart contre ce qu'on appelle « les idéologies révolutionnaires de provenance étrangère ».

Ecoles et démocratie

Ces oppositions sociales se retrouvent même sur le plan culturel. Quel abîme déjà sur le plan scolaire entre les différentes classes sociales ! Les collèges privés sont souvent très élégants : ils tiennent, en grande partie, leur réputation de leur aspect extérieur prospère : bâtiments, gazons, installations sportives, autobus, uniformes, etc... Les plus grands et les plus riches d'entre eux sont souvent confessionnels (Villa Maria, La Recoleta, San Augustin, Sagrado Corazon), d'autres, à direction laïque, plus ou moins soutenus financièrement par des aides étrangères : Antonio Raimondi, Pestalozzi, Franco-Peruano, Alexander von Humboldt, Léon Pinelo. Leur clientèle est fournie par la classe bourgeoise, les droits d'inscription étant très élevés et les droits d'écologie — souvent plus de 2 000 soles par mois (1) — en interdisent l'accès à toutes les bourses modestes.

Ces collèges emploient souvent des étrangers, religieux ou fonctionnaires détachés de leur pays d'origine, et le contrôle des parents d'élèves est vigilant quant aux finances, à la discipline, voire à l'enseignement dispensé à leur progéniture souvent des plus rétives. Quelle misère, au contraire, que ces établissements de l'Etat, le « Unidades Escolares », avec leurs classes pléthoriques d'élèves indiens, en uniforme militaire crasseux, qui s'entassent tant bien que mal dans ces grands bâtiments de brique ! Encore sont-ils favorisés par rapport aux « Serranos ».

Cette ségrégation scolaire — le mot n'est pas trop fort — constitue là un véritable scandale contre lequel il est difficile pour le gouvernement péruvien de lutter efficacement vu la conception générale de l'enseignement dans toute l'Amérique et la nature même de ces sociétés latino-américaines dont le système scolaire n'est, en fait, qu'un épiphénomène.

Elites d'hier et de demain

Dans ces conditions, l'élite intellectuelle réelle est assez peu nombreuse. Il s'agit d'abord d'une catégorie ancienne, de formation cosmopolite, de tempérament universaliste, pour qui la culture est un luxe ; cette élite véritable est en voie de disparition car elle est souvent d'éducation européenne, de mentalité parisienne, mais depuis la seconde guerre mondiale, l'Europe — et singulièrement la France, il faut l'avouer — ont subi un effacement culturel certain, bien que le terrain perdu ait été, depuis lors, en partie reconquis.

(1) 18.000 F.M.C.

D'autre part, cette classe ancienne de gens fins, distingués, européens, exerce aujourd'hui beaucoup moins d'influence dans l'Etat que les ploutocrates de la nouvelle classe qui regarde plus vers la Floride que vers la Sorbonne. Il existe enfin une autre élite (s'il est permis de l'appeler ainsi) : c'est celle qui émerge du prolétariat urbain, universitaire ou autodidacte : elle est revendicative, politisée, gangrenée par la démagogie souvent parée d'une fausse culture qui se paie de grands mots.

L'art, la littérature auront tendance, aujourd'hui, après l'amabilité des œuvres d'une époque révolue — telles les « *Tradiciones Peruanas* » de Ricardo PALMA — à exprimer la réalité péruvienne nouvelle, le « Peruanismo » ou la « Peruanidad ». Toute œuvre qui reflètera cette réalité sera saluée comme une grande œuvre, à cause de l'inspiration qui l'anime, même si le style en est plat, la valeur inégale ou médiocre. Les grands romans de Ciro ALEGRIA (1), les analyses pertinentes du marxiste José Carlos MARIATEGNI, n'ont souvent pour postérité que des œuvres pauvres, mais dont on parle beaucoup dès lors qu'elles puisent leur inspiration dans la « Peruanidad » la plus authentique : celle qui touche à la terre, à la Sierra, à l'Indien (2).

Le problème indien

Le voilà bien, en effet, le grand problème des Andes, qu'on appelle question agraire ou problème indien. Après 150 ans d'indépendance, on s'est enfin aperçu de l'existence du « cholo », sans doute à cause de son installation autour des beaux quartiers des villes. Pendant longtemps on s'est, le plus sérieusement du monde, demandé si l'Indien était un homme. On concluait souvent en disant qu'il constituait « le fardeau de l'homme blanc » ; on parlait — et on parle encore — « du poids de 10 millions d'Indiens ». Les belles dames du temps jadis, celui de la Périchole, trouvaient selon l'expression célèbre, que « le meilleur Indien était encore l'Indien mort ».

Où en est-on aujourd'hui ? Le Pérou se trouve aux prises avec la dure réalité des troubles ruraux incessants ; la Bolivie a cru, il y a 13 ans déjà pouvoir résoudre le problème agraire, mais les résultats de sa politique minière et agraire sont finalement décevants.

Cette expérience constitue pourtant une leçon sur les difficultés rencontrées pour bouleverser les structures dans un milieu rural andin.

- (1) Aujourd'hui représentant belaudiste au Congrès péruvien.
- (2) Par exemple « *Collacotcha* » représentée avec succès sur la scène liménienne car l'inspiration en est authentiquement péruvienne, touchant de près aux réalités économiques et sociales du pays. Le sujet en est le combat d'un jeune ingénieur péruvien contre la nature andine, occupé à la construction d'un barrage, symbole de l'espoir et de l'avenir du pays, la noblesse et la misère de l'Indien servent de toile de fond à ce drame où l'auteur a tenté, maladroitement, de faire passer un souffle d'épopée en ressuscitant les vieux mythes de l'Incaïsme.

C. — PROBLEME INDIEN ET REFORME AGRAIRE EN BOLIVIE

Une société coloniale.

Pour un esprit au fait des divers problèmes que pose une société de type colonial, la situation économique et sociale des pays andins révèle une véritable imposture quant à l'idéal démocratique et égalitaire que postule toute association d'ethnies différentes censées concourir à l'édification de la même patrie. Il est d'usage, on le sait, dans la plupart des assemblées internationales, de réserver à l'Afrique ou à l'Asie l'examen des problèmes posés par les séquelles du colonialisme, par toutes les formes d'oppression d'une ethnie par une autre ou d'exploitation d'une société indigène par une autre d'origine étrangère.

Tout se passe souvent comme si on jugeait les inégalités sociales en Amérique latine comme on les jugerait en Europe, ne résultant que d'une « erreur d'aiguillage » d'un capitalisme qui, mieux orienté, pourrait profiter à tous. Or, rien n'est plus faux : les sociétés andines — dont nous avons esquissé les grands traits — sont restées longtemps aussi coloniales qu'en Afrique. Nulle part, malgré une indépendance politique déjà ancienne, l'emprise étrangère n'a été et n'est demeurée aussi forte ; nulle part les inégalités sociales ou raciales ne sont aussi tranchées, à l'intérieur du pays. Aujourd'hui, à la stratification sociale correspond en gros une stratification ethnique : Blancs, Métis, Indiens, Noirs.

C'est sans doute pour masquer cette coïncidence et la remplacer par une égalité civile illusoire qu'on ne recense jamais officiellement les citoyens en tenant compte de l'origine raciale. Mais l'évidence de la réalité ne s'en impose pas moins : l'Indien, qui forme la masse rurale, reste généralement un véritable serf, par exemple dans le système équatorien du « Huasipungo » qui l'apparente au « Khammès » ou quinquenier de certains pays arabes. Le grand propriétaire créole, absentéiste, engage des contremaîtres qui à leur tour emploient les « péones », lesquels font souvent retomber le travail sur la catégorie misérable des « soccoridos » : cette appellation se passe de commentaire !

Jacqueries ou Révolution ?

En fait, depuis une quinzaine d'années, on parle en Amérique andine du « problème indien » : il domine la vie des Andes par la revendication des communautés, les Ayllus, par les occupations de terres appartenant à l'Etat, à l'Eglise ou à des particuliers. La Colombie, avec ses redoutables « bandoleros », est même devenue le symbole de cette violence permanente qui déchire les campagnes et à laquelle, faute de pouvoir y mettre un terme, on finit par s'habituer en prenant ses précautions. Dans le Haut-Pérou, c'est la vallée de la Convencion, près de Quillabamba, qui a vu la première ces installations d'Indiens devenir l'occasion de désordres et de violences de plus en plus graves.

Les heurts sanglants avec la police s'y sont multipliés. Avec un revenu moyen évalué à 120 soles par mois (1), dans la mesure où on peut l'évaluer, le « serrano » n'a rien à perdre dans la Jacquerie, mais tout à gagner. Toute révolte contre l'injustice et la misère est vite taxée de soulèvement communiste : il est vrai qu'aujourd'hui, par les départements selviques péruviens de Madre de Dios et de Loreto, des agents castristes, spécialistes de la subversion, se sont introduits au Pérou. Cependant, les « contradictions internes » du pays suffisent déjà, à elles seules, à expliquer ces révoltes. Un certain Hugo BLANCO qu'on avait voulu présenter comme agent castriste dans la vallée de la Convencion, n'était qu'un paysan assoiffé de justice, mais il est certain que ces bandes occasionnelles de révoltés sont de plus en plus organisées, dirigées et transformées en guerilleros plus savants.

Le Pérou et la question agraire

Parallèlement à la poursuite de répression, la Junte militaire qui gouverna au Pérou de juin 1962 à juin 1963 avait décrété une « loi de base de la Réforme agraire » : elle envisageait certaines expropriations, notamment dans les régions troublées : 78 000 hectares au total devaient être redistribués, terres appartenant soit à des étrangers, soit à l'Eglise (l'archevêque de Cuzco, Monseigneur JURGENS, avait à ce moment-là fait un beau geste en distribuant solennellement une partie des siennes). Mais la Réforme, pour être valable, implique un financement difficile à trouver, l'équivalent d'environ 100 milliards FMG pour le Pérou. Elle suppose aussi une autorité « persuasive » à l'encontre des propriétaires, enfin une transformation radicale de la mentalité paysanne : « La Réforme agraire sera pacifique et technique », proclamaient les affiches en 1963.

D'autre part, une réforme authentique se doit d'envisager la colonisation de terres nouvelles, car les zones cultivées ne couvrent qu'un pourcentage infime de la surface totale du pays. Ces terres nouvelles, c'est dans l'Oriente qu'il faut les trouver et surtout dans ces « cabaceras de montana », dans la selva d'altitude où viennent bien les cultures tropicales : café, tabac, cacao, canne, caoutchouc, etc... Il faut donc opérer une descente des « Serranos », dans le sens opposé aux « Barriadas » de la côte ; les Boliviens, nous le verrons, ont tenté cette expérience le long du Béni et du Guaporé.

Pour cela, ces nouvelles colonies devront être soutenues, guidées, aidées et non laissées à l'abandon comme les fameux lotissements « électoraux » Don Manuel ODRIA, à Iquitos, aujourd'hui abandonnés, désertés et repris par la selva. Quoi qu'il en soit, ces difficultés rencontrées par le Pérou en matière de transformation des structures agraires, les autres pays de l'Amérique latine n'en sont pas exempts. C'est une refonte générale, un bouleversement complet de la campagne, qui

(1) Un peu plus de 1 000 F.M.C.

s'impose dans la plupart des pays latino-américains pour faire face à la nécessité de tripler la production alimentaire durant les quarante prochaines années, nécessité dictée par la croissance exceptionnelle de la population (1). Or actuellement, les pays ayant tenté la mise en place effective d'une réforme agraire sont rares : Mexique à partir de 1911, Bolivie à partir de 1952 et Cuba, durant ces dernières années.

Les essais de réforme en Amérique latine

Nous sommes d'ailleurs loin d'une réussite complète dans les trois pays. En Argentine, l'ancien président Arturo FRONDISI avait présenté, en 1958, un projet de réforme agraire qui autorisait l'expropriation de certains grands domaines moyennant indemnisation. Jamais ce projet n'a dépassé le stade des comités d'études et les troubles incessants qu'a connus l'Argentine durant ces dernières années n'ont pas favorisé le démarrage de la réforme. Au Brésil, 85 projets successifs ont été élaborés au cours des douze dernières années !

La réforme vénézuélienne, bien qu'incomplète, a cependant reçu un commencement d'exécution : 60 000 paysans ont reçu, sous la présidence de BETANCOURT, des titres de propriété. Mais on est loin d'une redistribution complète et il s'agit plutôt d'une mesure de prudence que d'une réforme authentique. Au Chili, communistes et socialistes ont critiqué âprement la réforme agraire bien timide du président ALESSANDRI. Le président chrétien-démocrate, Eduardo FREI, semblait décidé à rendre effective la redistribution de la terre et l'aide technique et financière aux nouveaux propriétaires.

En Colombie enfin, il y a bien eu une réforme en 1962 — elle prévoyait des expropriations de grands domaines et, à leur place, la création de « fincas » groupées en unités économiquement rentables —, mais le personnel manquait pour la mettre en application, et l'opposition politique a pris depuis quelque temps une tournure particulièrement violente, faisant régner l'insécurité dans la plupart des régions du pays.

La Bolivie avant la réforme

Beaucoup moins connue que les réformes mexicaine et cubaine, celle de la Bolivie constitue la seule expérience agraire des pays andins. Dans ce pays spartiate, sur ce toit du monde austère et, à bien des égards arriéré, les problèmes agraires paraissaient difficiles à résoudre ;

(1) On estime que vers 1970, il y aura en Amérique latine plus de 360 millions de bouches à nourrir. Or, sur les quelques 2 milliards d'hectares de l'Amérique latine, la F.A.O. évalue à 100 millions d'hectares seulement les terres mises en cultures, tandis que 370 millions seraient utilisés comme pâturages extensifs. Au Pérou, les superficies cultivées n'excèdent pas 2 % du territoire, la moyenne mondiale étant d'environ 10 %. D'autre part, on compte en moyenne 1 tracteur pour 304 ha en Amérique latine contre 1 pour 43 ha aux Etats-Unis.

le paysan vers 1952 était souvent dans la même situation que 150 ans auparavant. Les structures héritées de la période de Santa CRUZ étaient intactes. Il y coexistait depuis cette époque deux modes de propriété : les communautés agraires ou « Ayllus » et les grands domaines dont les propriétaires d'ascendance espagnole vivaient souvent en ville ou à l'étranger.

La petite propriété était presque inexistante : comme dans la plupart des pays du continent sud-américain, la grande propriété de 1 000 à 10 000 ha représentait jusqu'à 70 % de la propriété privée. Le système en vigueur était le colonat partiaire bolivien, voisin du « Huasipungo » équatorien et qui obligeait l'Indien à trois jours de travail hebdomadaire gratuit contre le droit d'habiter une maison et de cultiver pour son compte personnel une parcelle de dimension réduite. Il va de soi que sur cette terre ingrate et dans ce système rétrograde les rendements étaient très bas, les pratiques culturelles routinières, la main-d'œuvre abondante et de qualité médiocre.

On peut, sans grand risque d'erreur, avancer l'idée que le sort du « Serrano » avait nettement empiré durant les cinquante dernières années ; sa condition sociale avait, en effet, fort peu changé malgré l'institution du service militaire, l'établissement des chemins de fer, les contacts plus fréquents avec le milieu urbain : or, l'équilibre sur lequel était fondé l'économie latifundiaire était rompu par la croissance démographique qui affectait la Bolivie comme ses voisins depuis la fin du XIX^e siècle, et cela bien que les évaluations les plus dignes de foi indiquent que les trois quarts des terres colonisables sont en friche !

La population indigène rurale — 65 % de la population totale — est ainsi passée de 700.000 âmes au début de notre siècle à plus de 2 millions aujourd'hui. Cette économie privée et statique, fondée sur la stabilité démographique était de ce fait sérieusement menacée vers 1950 par la dégradation d'une condition paysanne déjà bien précaire.

Le second type de propriété était la communauté agraire, divisée en communautés villageoises ou « Ayllus », comme dans le Haut-Pérou voisin ; chaque « Ayllu » comprenait entre 500 à 1 000 personnes, formant à l'origine des sociétés closes où l'endogamie était de règle. L'ouverture relative de ces communautés est un fait récent. Plus encore que dans les grandes propriétés, la surcharge démographique sans la contrepartie d'un quelconque progrès technique se faisait cruellement sentir depuis un demi-siècle. Si déjà les parcelles ou « aynokas » de chaque famille étaient généralement dispersées sur le terroir de la communauté, si d'autre part la durée de la jachère pouvait atteindre 8, 10 voire 12 années, la pression démographique était telle qu'elle ne laissait à chacun qu'une part de plus en plus réduite ne dépassant pas, dans certains cas, quelques sillons mal tracés de pomme de terre, d'orge ou de « canigua ».

En somme, exploitation routinière et surcharge démographique allaient de pair, concourant à la conservation d'un mode de propriété

et d'un type d'exploitation particulièrement archaïques et néfastes. Modifier les habitudes ancestrales, rénover les méthodes multiséculaires, toucher à la grande propriété traditionnelle : seul un gouvernement résolument révolutionnaire pouvait opérer le bouleversement total qui s'imposait dans ce pays isolé et enfermé au cœur des Andes.

La domination féodale du grand propriétaire, mais aussi l'esprit conservateur du paysan, avaient besoin d'être entièrement transformés par une autorité à la fois éclairée et implacable. C'est donc avec des slogans tels que « la terre à ceux qui la travaillent » que le Mouvement National Révolutionnaire de Victor PAZ ESTENSSORO décida d'aborder le problème après sa victoire électorale de 1952. Or, il s'agissait là de slogans électoraux, donc dangereux pour les masses qui, comme les « moujiks » du Tsar libérateur au milieu du siècle dernier dans la vieille et sainte Russie, ne pouvaient pas imaginer que le nouvel état de choses eût sa contrepartie dans une adaptation nécessaire et difficile.

Les grandes dispositions de la loi agraire

Le président Paz ESTENSSORO proclame solennellement la réforme agraire le 2 août 1953, près de Cochabamba, la capitale économique du pays. Le préambule sacrifiait à la passion et à la nécessité de l'époque : dénoncer dans un pays misérable les forces d'oppression, les puissances économiques nationales ou étrangères, la féodalité rurale qui mettait la Bolivie en coupe réglée. Elle était, ne l'oublions pas, le pays des PATINO, ARAMAYO, HOTHSCILD et autres « rois » de l'étain. Capitalisme, féodalisme, impérialisme étaient vigoureusement stigmatisés.

La loi, d'autre part, déterminait avec soin les différentes propriétés qu'elle reconnaissait : ainsi l'Indien des grandes « fincas » se voyait-il garantir la propriété de sa parcelle, le « solar campesino », ceci pour le rassurer bien que ce lui fut insuffisant pour vivre. Pour établir les nouveaux droits de propriété, on se fondait sur la richesse moyenne de la terre selon les régions du pays : ainsi la propriété ne pouvait-elle pas, d'après la loi, excéder 50 ha dans les riches vallées autour de Sucre et de Cochabamba ; 10 ha étaient jugés comme un maximum pour les petites parcelles exploitées en faire-valoir direct autour du lac Titicaca. Travailleurs salariés avec agriculture mécanisée et vouée à la commercialisation étaient autorisés dans les propriétés n'excédant pas 350 ha et situés en régions pauvres ou peu peuplées du lac Poopo ou de l'immense Chaco.

Enfin, les régions tropicales du versant amazonien, vers le nord, pouvaient être mises en valeur sur la base de propriétés atteignant 2 000 ha. En bref, la surface autorisée dépendait de la région envisagée, d'autre part des investissements consentis par le propriétaire, des moyens mécaniques mis en œuvre et de la nature de la production, vivrière ou commercialisée selon le cas.

Ce qu'on cherchait à proscrire avant tout c'était la latifundia traditionnelle de plusieurs milliers d'hectares, mal exploitée, routinière, laissée à elle-même par l'absentéisme du propriétaire. Les terres des couvents étaient elles-mêmes limitées et la communauté indigène tolérée comme une vénérable institution mais dont la modernisation s'imposait : on prévoyait d'ailleurs son remplacement progressif par un système de coopératives animées par des syndicats agricoles.

C'est à cette date aussi que le paysan devint électeur : le suffrage universel fut institué en Bolivie avec bulletin de couleur pour éclairer le choix des électeurs, en grande majorité encore analphabètes (plus de 80 %). Or, il s'agissait non seulement de modifier les institutions politiques mais aussi d'élire les nouveaux dirigeants des syndicats et des coopératives prévus par la loi. Ces réformes électorales étaient en fait le couronnement sur le plan politique de cette réforme essentiellement agraire : sur la base de la nouvelle propriété, l'Etat prévoyait l'accélération de la rotation des cultures, le raccourcissement des jachères, l'amélioration du système d'exploitation, le remembrement des « aynokas ».

Résistances et déceptions

En fait, très vite, le paysan s'est montré récalcitrant, voire hostile à toute une série de mesures prévues dans le seul but d'une réelle amélioration de son sort, à longue échéance. C'est ainsi que les secrétaires généraux des syndicats furent vite chargés de l'exécution de la loi, en lieu et place des responsables des communautés, les « hila-catas ». Commandos policiers, milices armées furent vite institués pour forcer les communautés à se transformer. Les paysans ne comprennent pas qu'il leur faille travailler, en dehors de leur parcelle personnelle, les terres de la communauté pour le bénéfice d'un syndicat agricole ou d'une coopérative dont ils ne discernaient pas les avantages immédiats. Refusant la coopérative, ils imposèrent un partage des terres confisquées par le gouvernement et cette redistribution aboutit en fait à des milliers d'« aynokas » nouveaux, donc à un morcellement encore plus grand de la terre déjà irrationnellement exploitée.

D'autre part, la grande propriété disparue, la production s'effondra brusquement en 1954-1955 : on dut importer massivement des biens de consommation pour faire face à la disette qui suivit la mise en place de la réforme. De même que les socialistes révolutionnaires de l'ancienne Russie avaient imaginé allant de soi la transformation du « mir » ancestral en coopérative agricole, de même les Boliviens croyaient-ils le passage aisé entre la vie communautaire traditionnelle et la coopérative moderne : or, la réalité a brutalement démenti ces prévisions. Le « serrano » s'est révélé un paysan tenant à son lopin individuel et n'ayant qu'un désir : l'agrandir, fut-ce au prix d'un morcellement encore plus grand des exploitations. Le sens de l'héritage était plus fort que l'esprit coopérateur.

Trois causes peuvent être discernées qui expliquent les déboires dont furent victimes les réformateurs : tout d'abord les conditions dans lesquelles cette réforme fut promulguée. Au milieu de la fièvre qui tenait la Bolivie depuis quelques années, le paysan ne pouvait attendre de la réforme qu'une amélioration immédiate et inconditionnelle de son sort ; une information impartiale sur les difficultés à surmonter et l'effort indispensable était, dans le climat de l'époque, impossible à concevoir.

Deuxièmement, le manque de techniciens, de conseillers agricoles a fait que, dès le début, le paysan a été désorienté. On a voulu brutalement le faire passer du stade de véritable « serf » à celui d'homme libre conscient des techniques à employer pour obtenir une mise en valeur optima. Enfin, la réforme était sans aucune base financière : on n'avait pas prévu comment faire face aux multiples charges qu'elle allait occasionner.

Les bases expérimentales

A la fin de 1955, le gouvernement bolivien s'est alors tourné vers la mission andine des Nations Unies qui accepta, à titre purement expérimental soulignons-le, d'établir des bases agricoles dans divers points du pays. Quatre bases furent mises en place, trois autour du lac Titicaca, la quatrième, la plus intéressante, en région tropicale à Cotoca près de Santa Cruz, aux limites du « Gran Chaco ». Organiser les communautés, conseiller et guider le paysan, élever son niveau de vie par l'introduction de nouvelles cultures et de nouvelles pratiques : tel était le but de l'expérience.

Or, dès le début, les bases ont fonctionné comme de véritables entités économiques isolées, dont le dirigisme enleva à l'indigène toute initiative. Vivant en vase clos, avec ses services administratifs, médicaux, scolaires, ses ateliers de réparations, ces unités pilotes ne prouvèrent que l'habileté des experts : elles furent donc, en partie, un échec.

L'éducation paysanne, dans son sens le plus large, doit donc consister en une orientation pratique et progressive beaucoup plus que dans un paternalisme qui paralyse toute initiative et qui cautionne en fait une passivité profonde héritée des structures anciennes. L'avenir, dit le professeur Jehan VELLARD, consiste en Bolivie comme dans les autres pays andins en une amélioration progressive du sort du paysan, sans lui imposer brutalement des directives auxquelles il a tendance à se soumettre sans les comprendre.

Migrations et zones de colonisation

Un dernier problème mérite de retenir l'attention, car il intéresse tous les pays andins et il semble constituer une solution au problème de l'accroissement démographique sur les terres cultivées : c'est celui du déplacement des populations de la Sierra vers les régions tropicales de l'intérieur. La Bolivie dans les vallées du Béni et du Guaporé, comme

le Pérou dans les « cabeceras de Montana » de l'Urubamba et de l'Ucayali, ont d'énormes possibilités agricoles ; mais il faut y faire descendre les « serranos » qui jusqu'ici préfèrent venir s'entasser dans les « barriadas » des villes.

Le problème consiste à faire descendre le Quetchua ou l'Aymara de 4.000 à 400 mètres, à le fixer sur des terres nouvelles riches mais qu'il devra défricher et mettre en valeur avec un concours initial sérieux de l'Etat, à lui faire pratiquer des cultures nouvelles (manioc, coton, canne, cacao) et à lui faire adopter une alimentation à laquelle il n'est pas habitué. Convient-il de faire descendre des Quetchuas plutôt que des Aymaras ? Des villages entiers ou des familles isolées ? Faut-il redouter de ce séjour dans un climat radicalement différent de celui des Hautes Andes une mortalité excessive ? (1).

Le serrano enfin n'éprouvera-t-il pas une nostalgie de la montagne qui, l'exemple aidant, le poussera à remonter ? En fait l'expérience est à peine commencée, il faut la poursuivre, une des voies du salut est là, dans cette conquête des terres nouvelles. Résultat partiel mais essentiel : il semble que le « déchet » enregistré sur les installations en terre tropicale soit presque négligeable. Le nouveau colon remplace vite la pomme de terre par le manioc et par la canne.

D'ailleurs, la base de Cotoca a fait école et en 1962 de nouvelles stations tropicales ont été mises en place qui permettent de dire que le pourcentage des établissements définitifs atteint au moins 40 %. Ce n'est déjà plus une expérience, c'est une colonisation qui, pour être profitable, doit faire tache d'huile.

Les leçons d'une expérience

Cette réforme bolivienne est donc instructive : considérée dans son ensemble, elle est un demi-échec ou un demi-succès, mais elle est surtout un exemple, celui des difficultés auxquelles peut se heurter dans la transformation de ses structures économiques, sociales et mentales un pays au sol ingrat, aux populations arriérées et aux moyens financiers bien limités.

Cette réforme, en effet, a été entreprise sans « patron » et avec des moyens techniques et financiers insuffisants si l'on considère les ambitions des réformateurs du M.N.R. Nul doute que les pays andins riches, comme leurs voisins du continent, d'un dynamisme sans égal et qui frappe l'observateur, sauront méditer les exemples mexicain, bolivien et cubain pour assurer enfin à leurs peuples ce qui fait l'essentiel de leurs aspirations : une dignité réelle, fondée sur la répartition enfin plus équitable de leurs immenses richesses.

(1) A la base de Cotoca le pourcentage de « l'inadaptation physique » ne dépasse pas 2 %. Or c'était la grande terreur, quand on songe à la peur panique de la tuberculose qui s'empare de l'Indien péruvien venu de sa montagne dans les brumes de Lima.

QUELQUES OUVRAGES GÉNÉRAUX EN FRANÇAIS SUR L'AMÉRIQUE LATINE CONTEMPORAINE

L'Encyclopédie de l'Amérique latine — P.U.F. 1954

Ouvrage classique sur les aspects historiques, économiques, sociaux et politiques des pays latino-américains. Chaque pays fait en outre l'objet d'une monographie plus ou moins détaillée qui en résume tous les aspects.

NIEDERGANG (Marcel). — « *Les 20 Amériques latines* » Paris 1962

Promenade attrayante à travers les différentes républiques. L'auteur en dégage les fondements économiques et surtout les grandes lignes de la vie politique récente de façon vivante et concrète. Excellente initiation aux problèmes et réalités du continent.

A côté de l'ouvrage utile mais déjà ancien d'André SIEGFRIED. — « *L'Amérique latine* » Paris 1934, signalons tous ceux qui nous font pénétrer au cœur des graves problèmes économiques et sociaux qui agitent le monde latino-américain.

MENDE (Tibor). — « *L'Amérique latine entre en scène* » Paris 1954.

FRIEDMANN (Georges). — « *Problèmes d'Amérique latine* » Paris 1959.

ROUMA (Georges). — « *L'Amérique latine* » Bruxelles 1958.

SIREAU, ZARNATU, CERECEDA. — « *Terre d'Angoisse et d'Espérance* », « *L'Amérique latine* » Paris 1959 (1).

Plus récents :

Mac EOIN (Gary). — « *Amérique latine, désordre et espérances d'un continent* » Paris, Editions Guy Victor, 1964. Traduit de l'américain. Ouvrage très clair qui analyse les problèmes sociaux et leur incompréhension de la part des U.S.A. L'auteur — journaliste et chrétien nord-américain — insiste aussi sur les aspects religieux du continent, foi profonde et ignorance doctrinale.

GOZARD (Gilles). — « *Demain l'Amérique latine* », Collection « Tiers-Monde » Paris P.U.F. 1954

Analyse de quelques aspects économiques, juridiques et politiques du continent : l'échec de l'« Alliance pour le progrès », l'idée panaméricaine, les institutions et la vie politique, l'analyse des données économiques dans chacun des groupes d'Etats classés d'après leur degré d'industrialisation ; enfin une indication des grands traits du commerce extérieur.

(1) MALLEY (François) : *Inquiétante Amérique latine*. Collection « L'Eglise aux cent visages ». Editions du Cerf. Paris 1963.

LAMBERT (Jacques). — « *L'Amérique latine* », Collection « *Thémis* » Paris P.U.F. 1963

C'est l'ouvrage le plus complet, l'étude la plus minutieuse et la plus fouillée des structures sociales et des institutions politiques de l'Amérique latine. Travail précieux, pourvu, à la fin de chaque chapitre, d'une abondante bibliographie mais dont la dissection en chapitres et paragraphes très courts dérouté quelque peu le lecteur accoutumé aux vastes synthèses.

La Revue « *Tiers-Monde* » de juillet-septembre 1964, intitulée pour ce numéro « *Amérique latine-Europe* » 1964

Les articles qu'elle contient traitent des mêmes questions que le livre cité plus haut, de Gilles GOZARD : le développement possible des liens et des échanges entre l'Amérique latine et l'Europe, la nouvelle coopération entre les deux continents, l'« appel du Nouveau Continent à l'Europe et singulièrement à la France ». Outre une analyse de l'économie uruguayenne due à Luis FAROPPA-FERRERO, signalons notamment les articles de Samuel GORBAN, Florin MANOLIU, Alberto GALINDO et Bertrand FLORNOY. Ce dernier insiste sur l'apparition d'une société nouvelle qui répudie aussi bien les structures féodales anciennes que l'influence castrite ; le Castrisme — FLORNOY le souligne avec raison — reste jusqu'ici un phénomène localisé aux Caraïbes à cause de ses engagements trop précis à l'égard du marxisme considéré par beaucoup de latino-américains comme une idéologie étrangère contraire aux intérêts du continent. Cet auteur nous semble en revanche trop optimiste lorsqu'il juge possible actuellement une assistance accrue de la France au Pérou dans les domaines de l'économie, de l'administration et de l'enseignement, compte tenu des structures économiques, sociales et mentales du Pérou qui restent encore semi-féodales.

Signalons aussi le numéro d'octobre 1958 de la Revue « *Esprit* », entièrement consacré à l'Amérique latine (héritage, forces et faiblesses, races, culture, etc...) avec des textes de Roger BASTIDE, MARIATEGUI, TORRES-BODET, TALAVERA, LISCANO, etc...

BLANCPAIN Marc (Documentation de Jean-Pierre BLANCPAIN). — « *Aujourd'hui l'Amérique latine* », chez Berger-Levrault, 1966, 309 pages.

L'ouvrage est divisé en trois parties : le Continent, les Nations, les Choix. La seconde partie — la plus développée — retrace l'histoire récente de chacun des pays latino-américains. Dans la troisième (« les Choix »), on retrouvera la plupart des problèmes que nous esquissons dans le présent article.

En langue anglaise, il faudrait citer de très nombreuses études générales dont les principales ont pour auteurs : BAYLEY, PORTER et ALEXANDER, F.B. PIKE, etc...

**QUELQUES ÉTUDES HISTORIQUES,
EN PARTICULIER SUR L'AMÉRIQUE LATINE**

BARBAGELATA. — « *Histoire de l'Amérique espagnole* », Paris 1936.

CHAUNU Pierre. — « *Histoire de l'Amérique latine* », « Que sais-je ? » mais surtout « *L'Amérique et les Amériques* », Collection « Destins du Monde » chez Armand COLIN, 1965

Ouvrage capital où l'auteur, après avoir défini les composantes de l'histoire du continent (le Temps, l'Espace, l'Homme) s'attache, au prix d'une recherche minutieuse à retracer l'histoire des civilisations, du peuplement et des nations. Il oppose à l'esprit de conquête qui prévalut au Mexique et au Pérou l'esprit de frontière qui anima les immigrants du Middle West ou les colons du sud chilien. L'histoire de l'Amérique contemporaine est plus succinctement traitée.

TAPIE (Victor L.) — « *Histoire de l'Amérique latine au XIX^e siècle* » Paris 1949.

RIVA AGUERO (José de la). — « *Historia del Peru* », 2 vol., Lima 1953.

BASADNE (Jorge). — « *Historia de la Republica del Peru* », 1822-1908, 2 vol., Lima 1946.

« *Chile, Peru y Bolivia independientes* » Barcelone 1948.

**QUELQUES TRAVAUX RÉCENTS SUR LES PROBLÈMES
AGRAIRES ET LES RÉALITÉS SOCIALES DES PAYS ANDINS**

D'abord l'ouvrage aimable, très général mais attrayant et sans prétention de BERVELER (Michel) « *Images et Visages du Pérou* », chez Hachette (même collection que l'ouvrage d'ALBERES, « *Argentine : un monde, une ville* »).

C'est un livre touchant tous les aspects du Pérou, descriptif plus que pénétrant et qui « glisse » habilement sur les graves problèmes sociaux qui affectent le pays. Mais cette présentation ne prétend pas être plus qu'une initiation.

Un article de METREAU (Alfred) dans la « *Revue Internationale du Travail* » de mars 1959 sur « La structure économique et sociale des communautés indiennes des Andes ».

BORRICAUD (François). — « *Changement à Puno, étude de sociologie andine* » Paris 1962

« *Le régime constitutionnel du Pérou* », dans la « *Revue Française de Science Politique* » de mars 1955 et mars 1957.

Dans Mac EGIN (cité plus haut), un chapitre de l'Amérique latine, « désordre et espérances d'un continent » traite de l'expérience agraire bolivienne sous le titre « *La Bolivie ou la révolution avortée* ». En dépit de ce titre, l'auteur déclare cette expérience encourageante, compte tenu de la pauvreté du pays et de l'état arriéré de ses habitants.

Signalons enfin, en espagnol, sur le Pérou et l'Équateur :

BELAUNDE. — « *La encomienda en el Peru* » Lima 1945.

CRESPO (Theodoro). — « *El problema de la Tierra en el Ecuador* », Quito 1961.

IZURRIETA. — « *La Tenencia de la Tierra, sus sistemas en el Ecuador* », Quito 1961.

En anglais :

FORD (Thomas). — « *Man and Land in Peru* », Florida Press 1955.

The study of Professor BLANCPAIN expresses an authentic knowledge of the natural groups of Andine America. Its aim is to analyze, in a living and original manner, the main political, economic and social problems of the rural populations of South America Western Coast. Three general themes regroup the set of analyses :

1) *The study of the geo-physical environment of Andine countries ; the typical social — structures ; the impact of foreign civilizations.*

2) *The socio-economic study of Peru : the riches of the country but the misery of the population ; the socio-economic maladjustments ; the influence of foreign investments ; the army as a new political and economic power.*

3) *The Indian problem and the Land Reform in Bolivia. The Bolivian experience seems to be of a great interest, for it shows to what extent a reform without revolution is able to go, and what limit it cannot go beyond if it remains bound to certain structures of the past.*

Through this study the reader becomes more aware of the exceptional instability of South America societies in this latter end of the XXth century ; he will also realize the inadequacy of traditional policies.